

LES AMPHIS DE L' **AFTi**

Mercredi 9 avril 2014

**L'effervescence législative et réglementaire
en matière de gestion d'actifs :**

**nouveaux challenges à relever
pour l'industrie française**

En partenariat avec :



Introduction

Marcel Roncin

Président
AFTI

9h30 : Introduction**Marcel Roncin, Président, AFTI****9h35 : L'actualité législative et réglementaire de la gestion d'actifs :****les grands chantiers à venir (OPCVM V, LTIFs, MMFs, MIF2, TTFE, shadow banking, DFA ...)****Table-ronde animée par Karima Lachgar, Délégué Général, AFTI**

- **Jean Eyraud, Président, Af2i**
- **Frédéric Bompain, Affaires Publiques, Amundi**
- **Laurence Caron, Directeur Public Affairs, BNP Paribas Securities Services**
- **Eric Dérobert, Directeur de la Communication et des Affaires Publiques, CACEIS**
- **Laurent Degabriel, Head of Investment and Reporting, ESMA**

10h35 : Transposition de la législation AIFM : une dynamique partagée des asset servicer**Carine Echelard, Directeur Général Délégué CACEIS Bank France et CACEIS Fund Administration, Animatrice du Groupe Administration de fonds de l'AFTI****Présentation des travaux AFTI en matière de guides et de bonnes pratiques****Michèle Besse, Responsable du contrôle Dépositaire, Société Générale Securities Services, Animatrice du Groupe Dépositaire de l'AFTI****11h00 : Transposition de la législation AIFM : premiers retours d'expérience des professionnels et du régulateur****Table-ronde animée par : Karima Lachgar, Délégué Général, AFTI**

- **Xavier Parain, Secrétaire Général Adjoint en charge de la direction de la gestion d'actifs, AMF**
- **Benoît Durand, Global Head of Client Servicing, Edmond de Rothschild Asset Management**
- **Blaise Duault, Head of Compliance and Public Affairs, PAI Partners**
- **Jean-François Marchand, Directeur Commercial France, Société Générale Securities Services**
- **Raphaël Remond, Directeur Général, State Street Banque France**

12h00 : Conclusion Paul-Henri de la Porte du Theil, Président, AFG

L'actualité législative et réglementaire de la gestion d'actifs : les grands chantiers à venir (OPCVM V, LTIFs, MMFs, MIF2, TTFE, shadow banking, DFA ...)

Table-ronde animée par :
Karima Lachgar, Délégué Général, AFTI

- **Jean Eyraud**, Président, **Af2i**
- **Frédéric Bompaire**, Affaires Publiques, **Amundi**
- **Laurence Caron**, Directeur Public Affairs, **BNP Paribas Securities Services**
- **Eric Dérobert**, Directeur de la Communication et des Affaires Publiques, **CACEIS**
- **Laurent Degabriel**, Head of Investment and Reporting, **ESMA**

Electrochoc de la crise et régulation : une prise de conscience collective et concertée

G20 : « (...) never again such a financial crisis ! »



Une nouvelle politique en matière de régulation interventionniste et assumée :

- Basée sur la coopération internationale et la mise en place d'organes supranationaux dotés de véritables pouvoirs
 - Au niveau mondial : création du FSB et renforcement du rôle de BCBS, IOSCO, IAIS
 - Au niveau européen : EBA, ESMA, EIOPA

Des objectifs clairement affichés :

- Surveillance des risques et durcissement des exigences prudentielles
- Renforcement de la transparence des marchés
- Harmonisation et convergence des cadres dans lesquels évoluent les différents acteurs du secteur bancaire et financier (*FMI*s, *shadow banking entities*,...)
- Protection des déposants et des investisseurs



La feuille de route de la Commission européenne

Elaborer de nouvelles règles pour le système financier mondial (reco. G 20)

Avr. 2009	Fonds alternatifs et capital-investissement (directive «AIFM»)
Juill. 2009	Rémunérations et exigences prudentielles applicables aux banques (directive «CRD III»)
Sept. 2010	Produits dérivés (règlement «EMIR»)
Juill. 2010*	Mécanismes de garantie des dépôts («DGS»)
Nov. 2008	Agences de notation de crédit («CRA»)
Juin 2010	
Nov. 2011	
Juill. 2011	«Règlement uniforme» (<i>Single Rulebook</i>) comprenant les exigences prudentielles applicables aux banques: fonds propres, liquidité et effet de levier + règles plus strictes en matière de rémunérations et amélioration de la transparence fiscale (directive «CRD IV»/règlement «CRR»)
Oct. 2011*	Encadrement renforcé pour les valeurs mobilières (directive «MiFID»/règlement «MiFIR»)
Oct. 2011*	Encadrement renforcé pour prévenir les abus de marché (directive «MAD»/règlement «MAR»)
Juin 2012*	Prévention, gestion et résolution des crises bancaires (directive «BRR»)
Sept. 2013	Système bancaire parallèle, y compris fonds monétaires
Janv. 2014	Réforme structurelle des banques
Janv. 2014	Système bancaire parallèle: Proposition sur la transparence des opérations de financement sur titres
2014	Prévention, gestion et résolution des crises pour les établissements financiers autres que les banques

Etablir un secteur financier sûr, responsable et vecteur de croissance

Juill. 2007	Règles prudentielles et de solvabilité pour les assureurs fondées sur l'analyse des risques («Solvabilité II»)
Sept. 2009	Mise en place des règlements relatifs à la création des autorités européennes de surveillance (pour la banque, les marchés de capitaux, l'assurance et les pensions) et du comité européen du risque systémique
Juill. 2010	Systèmes d'indemnisation des investisseurs
Oct. 2010	Surveillance renforcée des conglomérats financiers
Sept. 2010	Ventes à découvert et contrats d'échange sur risque de crédit
Déc. 2010	Création de l'espace unique de paiements en euros (SEPA)
Janv. 2011*	Nouveau cadre européen de surveillance pour les assureurs («Omnibus»)
Févr. 2011	Interconnexion des registres du commerce
Mars 2011	Responsabilisation des prêteurs (crédit hypothécaire)
Oct. 2011	Simplification des règles comptables
Oct. 2011	Règles de transparence renforcées
Nov. 2011*	Encadrement renforcé du secteur de l'audit
Déc. 2011	Création de fonds européens de capital-risque
Déc. 2011	Création de fonds européens d'entrepreneuriat social
Mars 2012*	Dépositaires centraux de titres
Juill. 2012*	Meilleure information des investisseurs sur les produits financiers complexes (produits d'investissement de détail «PRIIP»)
Juill. 2012	Renforcement des règles sur la vente de produits d'assurance (directive «IMD»)
Juill. 2012*	Règles plus sûres pour les fonds d'investissement de détail («OPCVM»)



Mesures adoptées



Mesures que la Commission compte présenter



Mesures présentées et en cours d'adoption

Mercredi 9 avril 2014 - Les amphis de l'AFTI : L'effervescence législative et réglementaire en matière de gestion d'actifs : nouveaux challenges à relever pour l'industrie française

La feuille de route de la Commission européenne

Juill. 2012	Renforcement des règles sur la vente de produits d'assurance (directive «IMD»)
Juill. 2012*	Règles plus sûres pour les fonds d'investissement de détail («OPCVM»).
Févr. 2013	Renforcement du régime de lutte contre le blanchiment de capitaux
Mars 2013	Livre vert sur le financement à long terme de l'économie européenne
Avr. 2013*	Publication d'informations non financières par les entreprises
Mai 2013*	Accès à un compte bancaire de base/transparence des tarifs/change-ment de compte bancaire
Juin 2013	Création de fonds européens d'investissement à long terme
Juill. 2013	Révision des règles en matière de services de paiement innovants (paiements par carte, par internet et mobiles)
Sept. 2013	Réglementation des indices de référence (tels que le LIBOR et l'EURIBOR)
2014	Révision des règles pour les fonds de pension professionnels (institutions de retraite professionnelle, «IRP»)
Sept. 2012	Mécanisme de surveillance unique La responsabilité de la surveillance bancaire sera transférée du niveau national au niveau européen à travers un mécanisme de surveillance unique, confié à la Banque centrale européenne. Cette structure assurera une supervision stricte et objective dans les États membres participants et permettra une surveillance efficace des activités bancaires transfrontières. C'est cet organe de surveillance unique qui permettra de rompre le lien entre risques souverains et risques bancaires.
Juill. 2013*	Mécanisme de résolution unique Le mécanisme de résolution unique (MRU) complètera le mécanisme de surveillance unique (MSU) et permettra, sans préjudice d'une supervision plus stricte, de procéder efficacement à la résolution d'une banque de manière à en minimiser le coût pour le contribuable et pour l'économie réelle. Le MRU de résolution unique consistera en un Conseil de résolution unique et un Fonds de résolution bancaire unique.

Etablir un secteur financier sûr, responsable et vecteur de croissance (suite)

Créer une Union bancaire pour renforcer l'euro

Mesures adoptées

Mesures que la Commission compte présenter

Mesures présentées et en cours d'adoption

Source : Commission européenne, tableau de la réforme financière mis à jour au 25 mars 2014

Electrochoc de la crise et régulation: une prise de conscience collective et concertée touchant plus particulièrement l'industrie de la gestion d'actifs

L'agenda législatif et réglementaire en matière de gestion d'actifs et de
post-marché/asset servicing (dates actées ou présumées d'entrée en vigueur des
textes)

2012

2013

2014

2015 - 2017

Buy-Side

UCITS IV

AIFMD

EuVECA

EuSEF

MMFs

LTIFs

Indices
Regulation

Solvency 2

PRIPS

SFT
regulation

EuTTF

MIF 2

MIF 2

Short selling
Regulation

EMIR

CSDR/T2S

Non-
bank
SIFIs ?

SLL-R ?

Post-trade
& Asset
Servicing

Transposition AIFMD

Expert Externe en Evaluation

Carine Echelard

Directeur Général Délégué CACEIS Bank France et CACEIS Fund Administration
Animatrice du Groupe Administration de fonds de l'AFTI

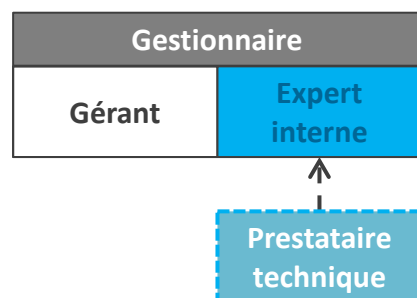
Sommaire

1. Rappel du cadre législatif et réglementaire prévu par le niveau 1 et 2 d'AIFMD
2. Cartographie par type d'acteur et par type d'AIFM
3. Les schémas possibles d'évaluation sous AIFM
4. Impacts de la mise en œuvre des dispositions EEE sur les Gestionnaires et sur les métiers titres
5. Solution proposée par l'AFTI
6. Points-clés de la charte

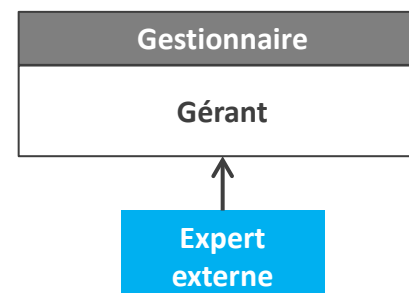
Rappel du cadre législatif et réglementaire prévu par le niveau 1 et 2 d'AIFMD

- Conformément à l'article 19 paragraphe 4 de la Directive 2011/61/UE, **la fonction d'évaluation peut être effectuée par:**
 - un expert externe en évaluation**, personne physique ou morale indépendante du FIA, du gestionnaire et de toute autre personne ayant des liens étroits avec le FIA ou le gestionnaire ;
 - le gestionnaire lui-même**, à condition que la tâche d'évaluation soit indépendante, sur le plan fonctionnel, de la gestion de portefeuille et de la politique de rémunération et que d'autres mesures garantissent une atténuation des conflits d'intérêts et évitent les influences abusives sur les employés.

Expert interne en évaluation

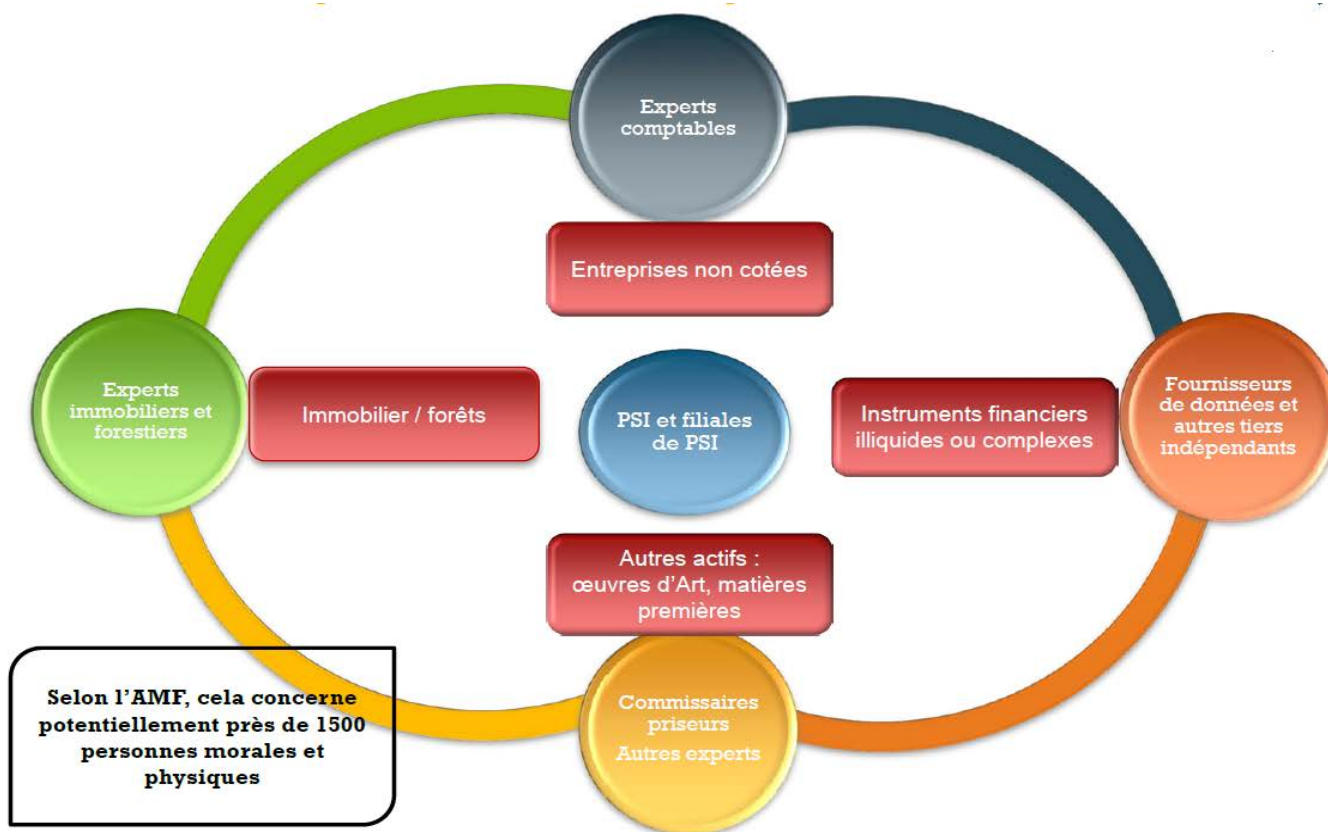


Expert externe en évaluation



Cartographie par type d'acteur et par type d'AIFM

Qui est concerné par la mise en œuvre des dispositions d'AIFMD sur l'EEE ?



Les schémas possibles d'évaluation sous AIFM

Evaluation indépendante des actifs assurée par l'EEE



Reconnue et encadrée par la loi ET/OU réglementation
OU best practices

Garanties professionnelles

Les schémas possibles d'évaluation sous AIFM

Calcul de la NAV

Evaluation indépendante des actifs

Gestionnaire lui-même
(recours possible à un
support technique
intervenant en qualité
d'exécutant sous la
responsabilité de
l'AIFMD)

Gestionnaire
lui-même

Prestataire
intervenant en qualité
d'EE Externe

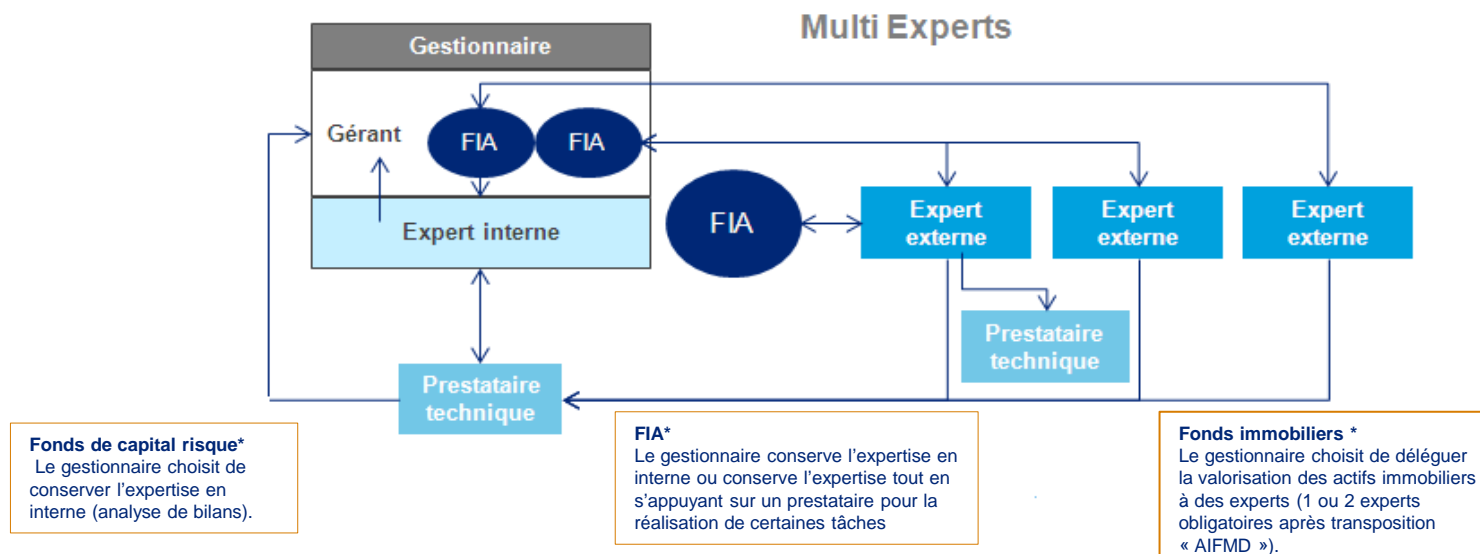
Définition des concepts-clés :



- L'exécutant applique les modèles définis par le gestionnaire
- L'expert propose ses modèles au gestionnaire

Les schémas possibles d'évaluation sous AIFM

- Avant AIFM, le gestionnaire avait la possibilité de faire appel à un prestataire externe pour l'évaluation d'actifs complexes ou spécifiques.
- Dans le cadre d'AIFM, le gestionnaire désigne **un expert externe présentant les garanties suffisantes** pour l'évaluation d'actifs complexes ou spécifiques ou **conserve cette fonction en interne de façon indépendante**.
- Le schéma ci-dessous présente les différents schémas d'évaluation :
 - FIA utilisant un expert externe ;
 - Le gestionnaire utilisant un expert interne et/ou un expert externe ;
 - Le gestionnaire utilisant plusieurs experts externes ;
 - Un expert externe faisant appel à un prestataire.



* A noter : schémas fréquemment rencontrés, mais toute option est possible quelle que soit la nature de l'actif.

Impacts de la mise en œuvre des dispositions EEE sur les Gestionnaires et sur les métiers titres

	Gestionnaire		Expert externe		
			Dépositaire	Non dépositaire	
Indépendance	Séparation fonctionnelle par rapport à la gestion de portefeuille et à la politique de rémunération et autres conflits d'intérêts (le gestionnaire peut recourir à un sous-traitant technique).	●	Séparation fonctionnelle et hiérarchique par rapport à ses missions et autres conflits d'intérêts.	Conflits d'intérêts.	◐
Régime de responsabilité	<ul style="list-style-type: none"> Responsabilité légale au niveau du gestionnaire ; Pas de modification par rapport à l'existant. 	○	<ul style="list-style-type: none"> Responsabilité légale au niveau du gestionnaire vis-à-vis des porteurs ; Responsabilité contractuelle de l'expert vis-à-vis du gestionnaire sans possibilité de la déléguer à un tiers; 		◑
Organisation	Revue des <u>process</u> pour les acteurs afin d'identifier pour chaque FIA quel schéma est retenu évaluation interne ou recours à un prestataire simple support technique (exécution selon les méthodes définies par le gestionnaire).	◐	Revue des <u>process</u> pour identifier pour chaque AIF si recours à un prestataire EEE (pouvoir discrétionnaire de l'EEE sur le choix des méthodes) ou à un simple support technique (exécution selon les méthodes définies par le gestionnaire).		◐

Impacts	●	Très fort	◑	Fort	◐	Moyen	○	Nul
---------	---	-----------	---	------	---	-------	---	-----

Solution proposée par l'AFTI

Elaboration d'une nouvelle charte AFTI sur la valorisation indépendante des actifs

- Périmètre : l'ensemble des actifs, complexes ou non, instruments financiers ou non.
- Acteurs concernés :
 - ❖ Le GT EEE préconise de retenir comme Expert Externe en Evaluation, les entités ayant le statut de PSI (banque ou non, dépositaire ou non) ainsi que les entités filiales.
 - ❖ L'EEE devra assurer son indépendance par rapport au FIA et au gestionnaire.
- Contenu proposé : Définition d'un cadre
 - ❖ Garanties professionnelles : description des moyens humains techniques et financiers et des compétences
 - ❖ Outils et méthodologies d'évaluation des actifs
 - ❖ Gestion des conflits d'intérêts pour caractériser l'indépendance et principes déontologiques.

Points-clés de la charte

Définition de principes directeurs

- Les conditions d'exercice de la fonction d'Expert Externe en Evaluation respectent un principe de proportionnalité.
- L'Expert Externe en Evaluation doit disposer des compétences correspondant à la nature des actifs évalués.
- La gouvernance et l'organisation de l'Expert Externe en Evaluation assurent l'indépendance de la fonction d'évaluation et prévoient la gestion des conflits d'intérêts.
- Les procédures, outils et méthodologies utilisés par l'Expert Externe en Evaluation sont conformes aux articles 67 à 74 des actes délégués.

Identification des thèmes abordés dans la charte

Moyens humains et techniques	1	Conditions d'exercice de la fonction
	2	Moyens humains et techniques
Organisation fonctionnelle et hiérarchie et principes déontologiques	3	Cadre d'intervention
	4	Conflits d'intérêts
	5	Ethique professionnelle
	6	Principes déontologiques
Maîtrise de l'activité et contrôles mis en œuvre	7	Dispositif de contrôle et de gestion des risques
	8	Gestion des incidents et des réclamations
Outils et méthodologies d'évaluation	9	Méthodologie d'évaluation Des actifs
	10	Piste d'audit et archivage

Points-clés de la charte

Moyens humains et techniques

Cadre réglementaire:

- Directive 2011/61/UE: Article 19, paragraphes 4 et 5 ;
- Règlement délégué 23/2013 : Article 73.

Thèmes

1

Conditions
d'exercice de la
fonction

Objectifs

- Indépendance ;
- Expertise.

2

Moyens humains et
techniques

- Adéquation et pérennité des
moyens humains et techniques.

Points-clés

- Adhésion à une Charte professionnelle reconnue;
- Garanties professionnelles fournies par écrit à la désignation (moyens suffisants, qualifications, maîtrise des méthodes, etc...) ;
- Application des garanties pour toute la durée de la mission ;
- Descriptif des moyens humains et techniques;
- Suivi de la sécurité et la continuité d'activité.

Points-clés de la charte

Organisation fonctionnelle et hiérarchique et principes déontologiques (1/2)

Cadre réglementaire:

- Directive 2011/61/UE: Article 14 ;
- Règlement délégué 23/2013 : Articles 30 à 37.

Thèmes

Objectifs

Points-clés

3

Cadre d'intervention

- Décrire le **cadre et les modalités d'intervention** de l'Expert en Evaluation:
 - Elaboration du contrat ;
 - Proposition d'un SLA le cas échéant

- Périmètre détaillé; moyens et garanties professionnelles; aspects juridiques et tarifaires; modalités de résiliation de la prestation, etc...

4

Conflits d'intérêts

- Déterminer les **types de conflits d'intérêts** susceptibles de se produire dans le cadre de l'évaluation indépendante des actifs ;
- Prévenir, gérer et suivre les conflits d'intérêts.

- Recenser les conflits d'intérêts sur les principes suivants:
 - Gouvernance ;
 - Gestion du personnel ;
 - Rémunération et cas particuliers.

Points-clés de la charte

Organisation fonctionnelle et hiérarchique et principes déontologiques (2/2)

Cadre réglementaire:

- Directive 2011/61/UE: Article 19 ; paragraphe 8.

Thèmes

Objectifs

Points-clés

5

Ethique professionnelle

- Préciser les **devoirs de l'Expert** ainsi que ses **responsabilités vis-à-vis des tiers** ;
- Introduire le **rapport d'expertise**.

- Respect des principes de conduite professionnelle;
- Devoirs d'objectivité et d'indépendance ;
- Respect du principe de confidentialité ;
- Remise d'un rapport adapté au type d'actif et à la périodicité de VL.

6

Principes déontologiques

- Enoncer les principes déontologiques que **l'Expert doit observer vis-à-vis de lui-même, du gestionnaire ou FIA et de ses confrères**.

- Gestion des liens de subordination ou personnel avec le gestionnaire ou FIA ;
- Absence d'intérêts économiques personnel ;
- Politique de rémunération, avantages directs ou indirects perçus.

Points-clés de la charte

Maîtrise de l'activité et contrôles mis en œuvre

Cadre réglementaire:

- Règlement délégué 23/2013 : Article 75.

Thèmes

7

Dispositif de
contrôle et de
gestion des risques

8

Gestion des
incidents et des
réclamations

Objectifs

- Réaliser une **analyse des risques** et prendre les mesures nécessaires le cas échéant ;
- **Décrire le dispositif de contrôle interne.**

- **Gérer les incidents opérationnels et techniques.**

Points-clés

- Séparation des fonctions d'exécution et de gestion des risques ;
- Maintien d'un manuel de procédures à jour.

- Effectuer un suivi des incidents et réclamations ;

Points-clés de la charte

Outils et méthodologies d'évaluation

Cadre réglementaire:

- Directive 2011/61/UE: Article 19 ;
- Règlement délégué 23/2013 : Article 75.

Thèmes

9

Méthodologies
d'évaluation des
actifs

Objectifs

- Etablir et maintenir opérationnelles des **politiques et procédures d'évaluations des actifs appropriées** ;
- Définir les rôles de chacune des parties.

10

Piste d'audit et
archivage

- Définir les **modalités d'archivage (méthodes et données)**.

Points-clés

- Décrire et documenter les méthodes utilisées ;
 - Garantir la pérennité de la méthode ou le cas échéant justifier les changements de méthodes.
-
- Archivage des justificatifs des calculs effectués pour les besoins d'audit.

Transposition AIFMD Expert Externe en Evaluation

Y a-t-il des questions ?

Présentation des travaux AFTI en matière de guides et de bonnes pratiques

Michèle Besse

**Responsable du contrôle Dépositaire
Société Générale Securities Services,
Animatrice du Groupe Dépositaire de l'AFTI**

Le nouveau modèle de place de la convention dépositaire

Modèle de place de la convention dépositaire

Mise en place d'un groupe de travail avec :

- **1er objectif :** un modèle de place pour les FIA à vocation générale
- **2ème objectif :** un modèle de place pour les véhicules de Capital Investissement et pour les véhicules immobiliers
- **3ème objectif :** un modèle de place pour les FCPE et les Sicavas

Modèle de place de la convention dépositaire

1. Organisation du groupe de travail

- Animation commune AFG/AFTI, AFG/AFIC/AFTI, AFG/ASPIM/AFTI
- Groupe de travail composé de juristes de société de gestion et de dépositaire
- Réunions entre mars 2013 et février 2014.
- Objectif : Mettre à disposition un modèle d'architecture intégrant les textes législatifs et réglementaires de la directive AIFMD à destination des FIA.
- Ce modèle ne peut être considéré comme une norme.

Modèle de place de la convention dépositaire

2. Organisation du groupe de travail

La convention s'articule autour de 14 articles

- Modèle à destination de l'ensemble des FCP gérés par une même société de gestion et déposés chez un même dépositaire.
- Les FCP considérés sont des OPCVM et des FIA

Modifications suite à AIFMD

- Révision des définitions dont création de la définition des FIA, intégration de la notion de tenue de registre Emetteurs (TRE) et tenue de registre des actifs (TRA)
- Ajout de la possibilité de décharge de la responsabilité du dépositaire contractuelle pour les FIA avec un sous-conservateur. Cette décharge est très encadrée
- Précision concernant la fonction de TRA avec la vérification de la notion de propriété

Modèle de place de la convention dépositaire

- Traitement des parts d'OPC de droit étranger dans un registre de TA.
Tenue de compte conservation si enregistrées sous le nom DEP/FIA
avec obligation de restitution pour le dépositaire

Tenue de registre des actifs si enregistrés sous le nom de FIA
- Mise en place du suivi des liquidités pour les FIA
- Ajout de l'obligation pour le dépositaire d'un FIA d'informer la société de gestion s'il estime que la ségrégation des actifs n'est pas ou plus suffisante pour garantir la protection contre l'insolvabilité d'un tiers à laquelle les fonctions de garde ont été déléguées.
- Ajout d'un article spécifique pour les FIA définissant la responsabilité du dépositaire en cas de perte d'actif financier , les possibilités de décharge et le cas d'exclusion de ces décharges

3. La convention dépositaire de place

- **Points de divergence**

Pas de point de divergence entre les professionnels

- **Suite du projet**

Validation par le Conseil d'Administration de l'AFG

Présentation au Conseil d'Administration de l'AFTI le 28 février pour validation

Présentation à l'AMF

- **Poursuite des activités du groupe de travail**

Avec la réalisation d'un modèle pour le Capital Investissement avec la participation de l'AFIC depuis le 8 octobre

Avec la réalisation d'un modèle pour les véhicules immobiliers avec la participation de l'ASPIM depuis le 15 octobre

En attente de la transposition des articles liés à la transparence pour des instruments financiers contrôlés par le FIA

Avec la réalisation d'un modèle pour l'épargne salariale (démarrage en 2014)

Guides de bonnes pratiques

- Mise en place de guides de bonnes pratiques entre la société de gestion et le dépositaire
- Guide établi par l'AFIC, l'AFG et l'AFTI
- Guide établi par l'ASPIM, l'AFG et l'AFTI
- Sous forme de fiches pratiques
- Avec intégration des impacts liés à AIFMD
- Reste l'impact du look through à intégrer
- Reste : Validation par les différents Conseils d'Administration et présentation à l'AMF

Présentation des travaux AFTI en matière de guides et de bonnes pratiques

Y a-t-il des questions ?

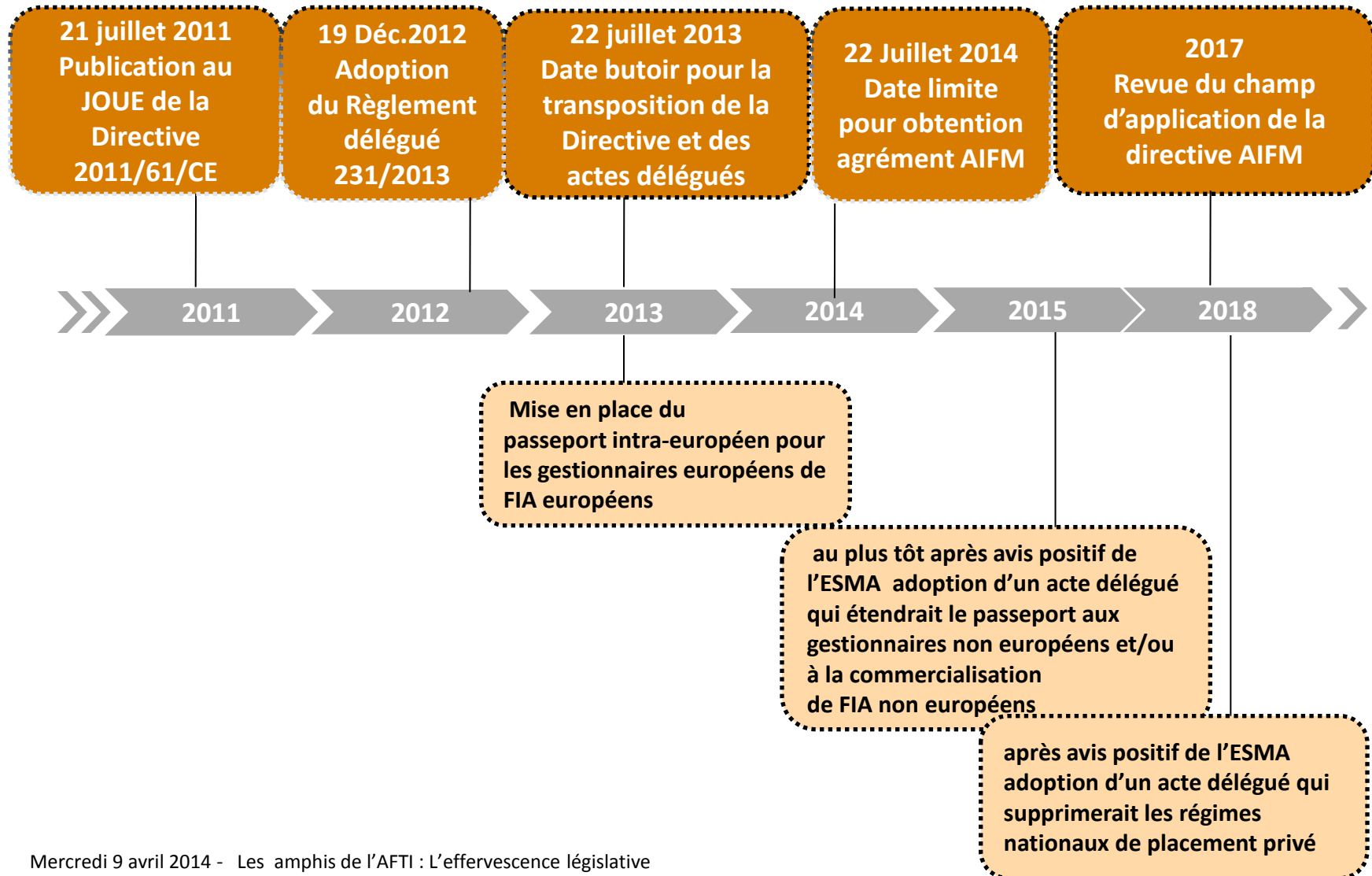
Transposition de la législation AIFM : premiers retours d'expérience des professionnels et du régulateur

Table-ronde animée par :
Karima Lachgar, Délégué Général, AFTI

- **Xavier Parain**, Secrétaire Général Adjoint en charge de la direction de la gestion d'actifs, **AMF**
- **Benoît Durand**, Global Head of Client Servicing , **Edmond de Rothschild Asset Management**
- **Blaise Duault**, Head of Compliance and Public Affairs, **PAI Partners**
- **Jean-François Marchand**, Directeur Commercial France, **Société Générale Securities Services**
- **Raphaël Remond**, Directeur Général, **State Street Banque France**

La mise en œuvre de la réglementation AIFM

Rappel des principales dates- clés



Conclusion

Paul-Henri de la Porte du Theil

Président
AFG



Présentation disponible sur le site www.afti.asso.fr

Rubrique Evènements / Amphi